



📍 Zones de santé (ZS) de Fataki, Mangala et Tchomia

Territoire de Djugu

Province d'Ituri, République Démocratique du Congo (RDC)

SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

Les conflits armés persistants dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri, constituent un défi majeur pour la grande majorité de la population. Les conflits armés ont été identifiés comme le principal type de choc dans 78% des localités évaluées, suivi par les tensions communautaires (5%). Cette situation a entraîné un large départ de plus de la moitié de la population dans 96% des localités évaluées. L'afflux significatif de personnes déplacées internes (PDI)¹ a eu des répercussions sur les ressources alimentaires, impactant la totalité des localités concernées par les déplacements. Les besoins prioritaires les plus souvent signalés par les informateurs clés (IC) étaient la nourriture, le rétablissement de la sécurité et l'eau.

- 95%** où la présence de PDI a été rapportée
- 67%** où la faim était rapportée comme importante avec des options limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture
- 23%** où la majorité de la population utilisait comme source d'eau principale pour boire une eau de surface
- 92%** où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée
- 64%** où la majorité des enfants avait accès à une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche
- 95%** où des PDI vivaient en famille d'accueil (parmi les localités où la présence de PDI était rapportée)
- 73%** où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 mois précédant la collecte de données selon les IC

* en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

CONTEXTE

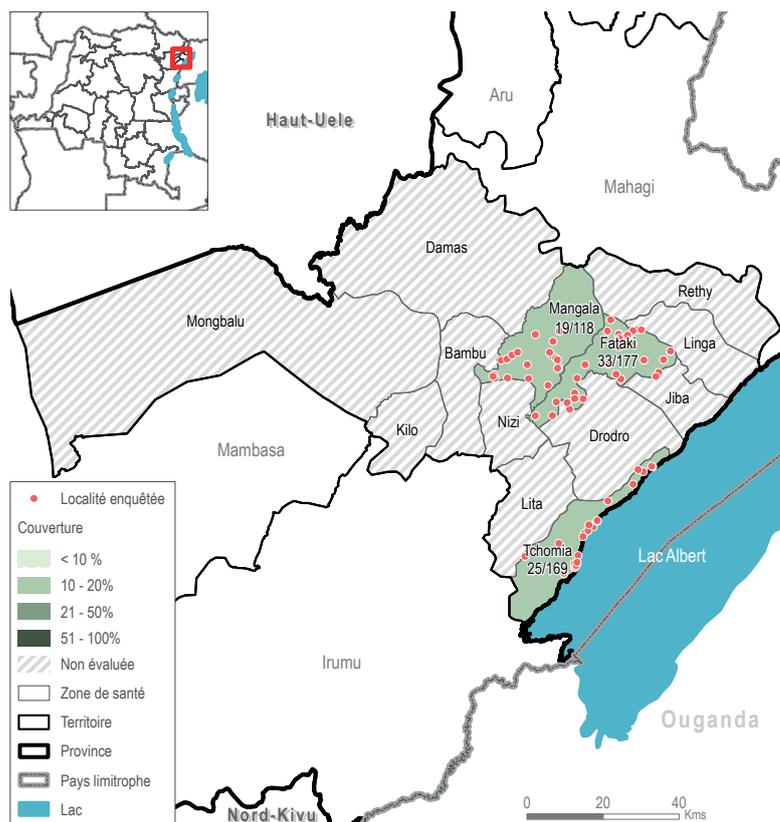
L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis en place un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [Centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte des données ayant eu lieu dans les ZS de Fataki, Mangala et Tchomia du 5 décembre au 12 décembre, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur **79 enquêtes conduites à distance auprès d'informateurs clés (IC) dans 76 localités réparties dans 3 ZS du territoire de Djugu**. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance approfondie et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en page 8.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



📊 NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une période de **rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

¹ Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

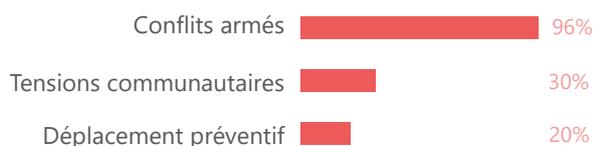
Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **94%** des localités évaluées, la population a été affectée par un choc. Ces chocs correspondaient dans **78%** des cas à des conflits armés et dans **5%** des cas à des conflits communautaires. Cela a entraîné un large départ de plus de la moitié de la population dans **92%** des localités concernées. La population hôte était présente dans la quasi-totalité des localités évaluées (**99%**) mais ne représentait le groupe de population majoritaire que dans **40%** de localités concernées.

Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **95%** des localités évaluées, la présence de PDI a été rapportée. Ces PDI représentaient le groupe de population majoritaire dans **30%** de localités concernées. Parmi les localités concernées par la présence de PDI, une meilleure situation sécuritaire et la présence de la famille pour un regroupement familial étaient respectivement rapportés dans **76%** et **64%** des cas comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement. Un rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine a été rapporté comme condition principale pour un éventuel retour vers celle-ci, dans **89%** des localités concernées.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées¹ : (3 réponses les plus souvent citées, 74 localités concernées)

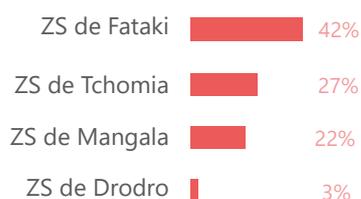


Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées : (74 localités concernées)



Dans **100%** des localités concernées, l'arrivée de PDI a eu un impact sur les ressources alimentaires disponibles, selon les IC. L'impact a été considéré comme fort dans **60%** de ces localités. Malgré cela, la communauté hôte était prête à assister les PDI aussi longtemps que nécessaire dans près des trois quarts des localités (**70%**).

ZS d'origine des PDI en % des localités évaluées, top 4 :



Personnes retournées

La présence de personnes retournées² a été rapportée dans **92%** des localités évaluées au cours du mois précédant la collecte de données. Ces retours étaient signalés par les IC dans les 3 ZS évaluées du territoire dans des proportions similaires.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées² : (71 localités concernées)



Principales raisons les plus souvent citées pour expliquer le choix des localités comme destination des PDI, par localités évaluées : (74 localités concernées)

Raisons du choix de localités de déplacement	ZS de Fataki (34 localités)	ZS de Mangala (18 localités)	ZS de Tchomia (22 localités)
Une meilleure situation sécuritaire	29	11	16
La présence d'autres membres de la famille pour un regroupement familial	23	10	14
Une meilleure sécurité alimentaire	5	2	6
Un accès à des abris	2	0	1
Une meilleure assistance humanitaire	2	0	2
Un accès à des moyens de subsistance (revenus, emplois, marché, etc.)	0	0	1

L'ensemble du territoire de Djugu était fortement touché par des conflits armés, produisant notamment d'importants mouvements de population au sein même de ce territoire. Dans la ZS de Mangala, **12%** des localités évaluées était touchées par des conflits communautaires, ce qui a également entraîné de nombreux déplacements.

Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées : (71 localités concernées)



¹ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

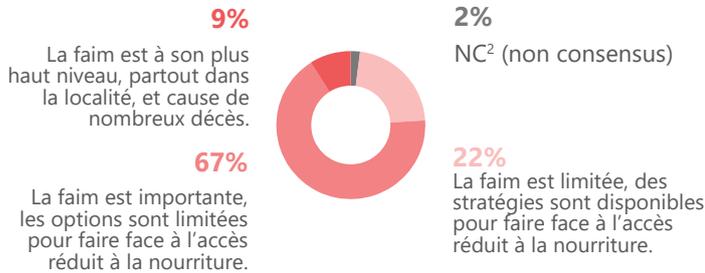
² Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.



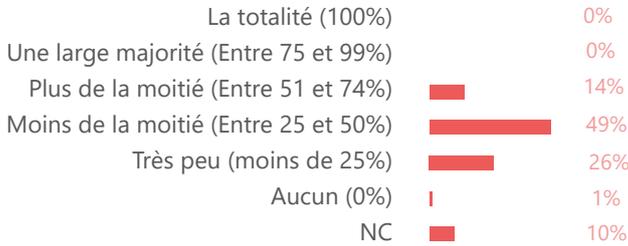
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La faim était rapportée comme problématique dans **78%¹** de l'ensemble des localités évaluées, par ailleurs la principale source de revenu des ménages était l'agriculture (**90%**). Face à ces difficultés d'accès à la nourriture, plusieurs ménages avaient adopté des stratégies dont les plus fréquemment rapportées étaient la diminution du nombre de repas journalier (**65%**), la consommation des semences (**26%**), l'emprunt de nourriture ou d'argent auprès d'un ami ou un parent (**23%**) ou encore la demande de nourriture ou d'argent auprès des personnes non-apparentées (**19%**).

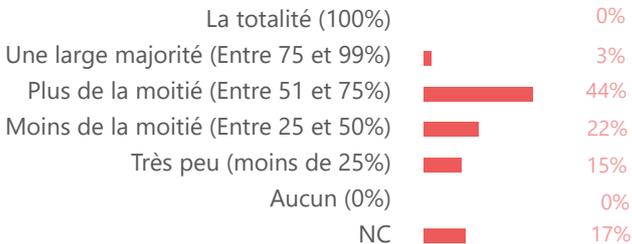
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population, en % de localités évaluées :



Proportion rapportée des ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées :



Proportion rapportée de ménages ayant pratiqué l'agriculture, en % de localités évaluées :



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées³ :

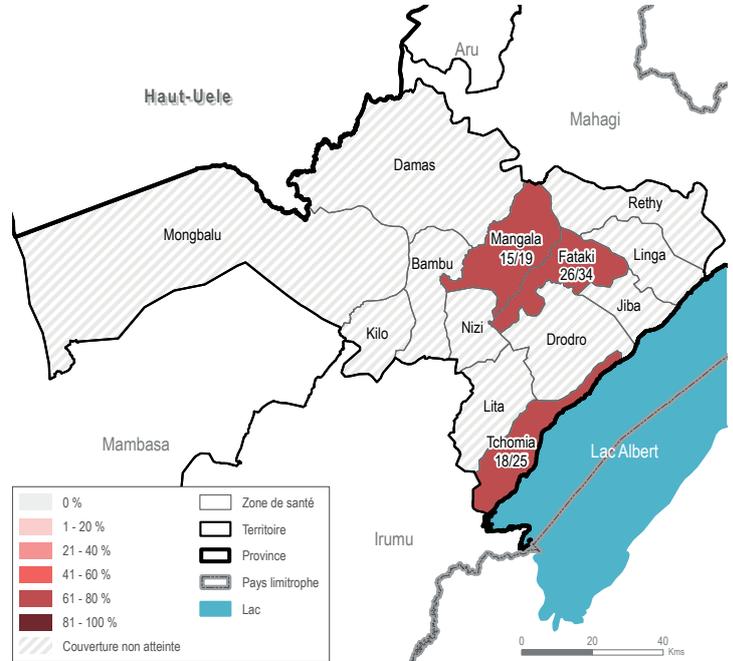
	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Accès aux terres non-sécurisé	64%	10%	1%
Manque ou insuffisance de terres cultivables	9%	31%	1%
Manque de semences et /ou d'outils	5%	5%	8%
Vols ou pillages des cultures	3%	8%	5%
Abondance des pluies, inondations	0%	3%	12%
Aucune difficulté	0%	4%	29%
NC ¹	14%	32%	30%

¹ Ce pourcentage représente l'addition des pourcentages concernant la perception du niveau de faim par la majorité de la population: la faim est à son plus haut niveau et la faim est importante.

² Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

³ La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

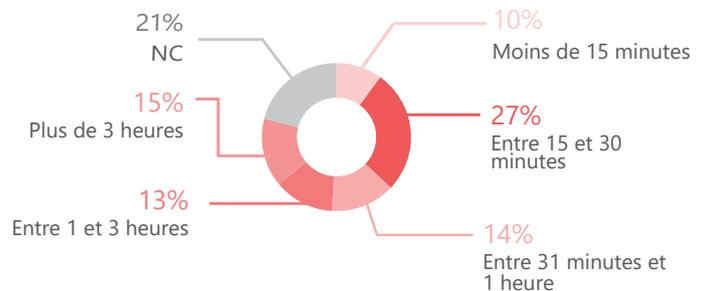
% de localités évaluées où le niveau de faim de la majorité de la population est à son plus haut niveau selon les perceptions des IC, par ZS :



Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)



Durée de marche pour la majorité des ménages pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :

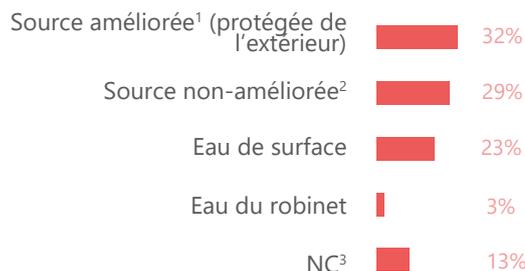


Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)



Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Principale source d'eau utilisée par la population pour boire, en % des localités évaluées :



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁴ :

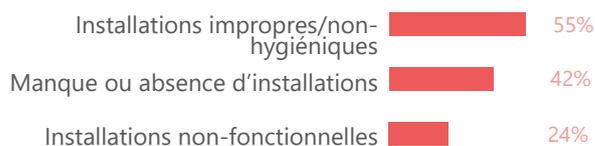
	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Nombre insuffisant de points d'eau	27%	10%	7%
Manque de récipients	8%	20%	7%
Qualité de l'eau / eau non-potable	17%	24%	11%
L'accès au marché est dangereux	3%	2%	4%
Les points d'eau ne fonctionnent pas, sont fermés	1%	4%	2%
L'eau n'est pas disponible sur le marché	0%	4%	2%

Parallèlement, la majorité de la population ne disposait pas de savon et/ou de système fonctionnel de lavage des mains dans **88%** des localités évaluées.

Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées :



Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)

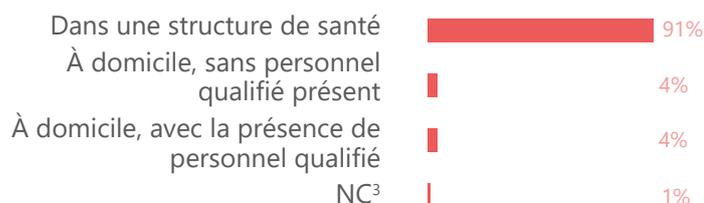


Selon les IC, dans **86%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques et non-acceptables⁵ pour faire leurs besoins. Selon les IC, dans **69%** et **59%** des localités évaluées, les principaux problèmes d'assainissement observés autour des ménages de la localité enquêtée étaient respectivement l'eau stagnante et les matières fécales.

Santé

Selon les IC, la majorité de la population avait accès aux soins de manière indiscriminée dans **78%** des localités évaluées. En revanche, dans **22%** des localités évaluées, la majorité de la population ne pouvait pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied. La moustiquaire, outil de base dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, était peu utilisée, la majorité de la population n'en disposant pas dans **86%** des localités évaluées.

Principal lieu dans lequel la majorité des femmes ont accouché, en % de localités évaluées :



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁴ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments, etc.)	37%	17%	0%
Manque de médicaments disponibles	9%	33%	5%
Qualité insuffisante des soins fournis	1%	7%	32%
Structures de santé trop éloignées	24%	2%	0%
Insécurité pour se rendre dans les structures de santé	3%	3%	0%
Infrastructures endommagées ou détruites	1%	7%	3%
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	1%	10%	32%
NC	23%	17%	24%

¹ Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.

² Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

³ Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

⁴ Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

⁵ Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.

Protection

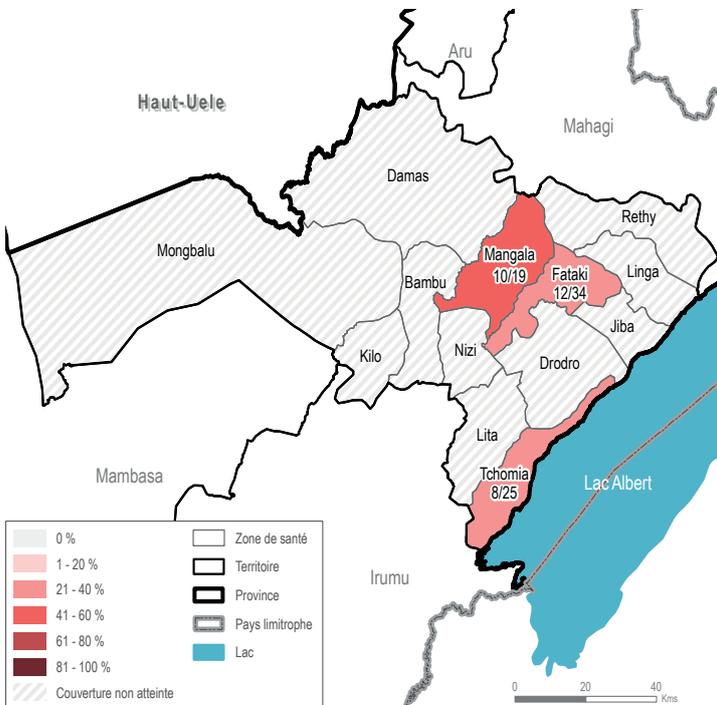
Dans 71% des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

Dans **83%** des localités évaluées, il y a eu au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués, incidents majoritairement dus à la criminalité et les attaques armées. Dans **85%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'au moins un incident a été marqué par au moins une habitation ayant été pillée/incendiée/détruite.

Selon les IC, la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement dans **62%** des localités évaluées. Pour **100%** de ces localités, la crainte pour la sécurité était rapportée par les IC comme raison limitant les mouvements de la majorité de la population. De plus il a été rapporté dans **27%** des localités évaluées que les tensions communautaires affectaient la liberté de mouvement. Aussi, les IC ont rapporté la présence de restes d'explosifs de guerre dans **77%** des localités évaluées.

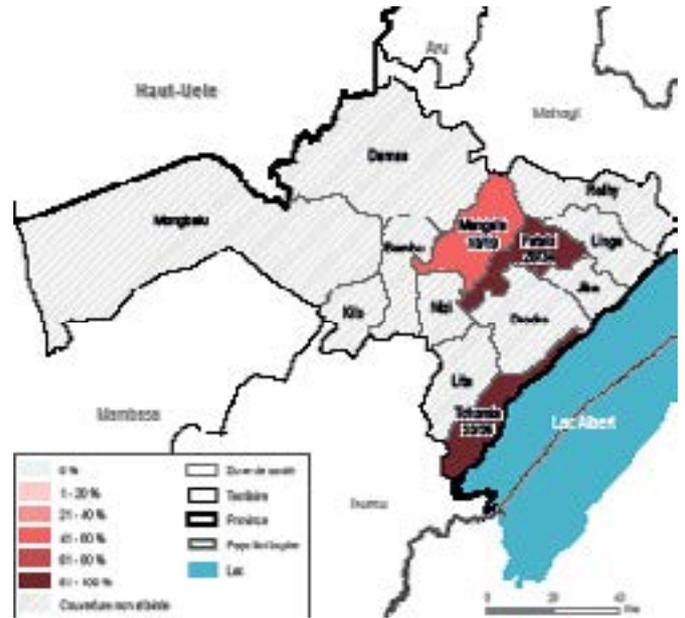
La présence de mineurs non-accompagnés a été signalée dans **92%** des localités évaluées. Dans **60%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique. Dans les ZS de Fataki, Mangala et Tchomia respectivement **53%**, **21%** et **48%** des localités évaluées, le principal risque auquel les femmes de 18 ans et plus était le harcèlement et les violences sexuelles.

% de localités évaluées où la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement, par ZS :



Dans 33% des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas d'un mécanisme (communautaire, ONG, etc.) de gestion de plaintes et/ou de médiation auquel se référer.

% de localités évaluées où la présence de restes d'explosifs de guerre a été rapporté, par ZS :

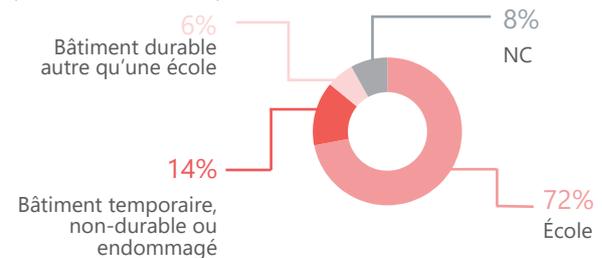


Éducation

Dans **64%** des localités évaluées, une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants. Lorsque l'école n'était pas accessible, elle était soit inaccessible ou fermée pour des raisons de sécurité (**29%**) ou les enseignants avaient arrêté de travailler ou étaient en grève (**21%**).

Principal type de lieu utilisé pour l'éducation de la majorité des enfants (6-11 ans) ayant accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées :

(50 localités concernées)



Proportion des filles et garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées¹ :

Filles		Garçons	
21%	Aucun(e)	21%	
4%	Très peu ²	3%	
21%	Moins de la moitié ³	21%	
35%	Plus de la moitié ⁴	36%	
4%	Une large majorité ⁵	4%	

Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles, en % de localités évaluées :

(3 réponses les plus souvent citées)

Frais scolaires trop élevés	63%
Mariages et/ou grossesses précoces	22%
Manques de documents nécessaire	21%

¹ Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

² Très peu : moins de 25%.

³ Un peu moins de la moitié : Entre 25% et 49%.

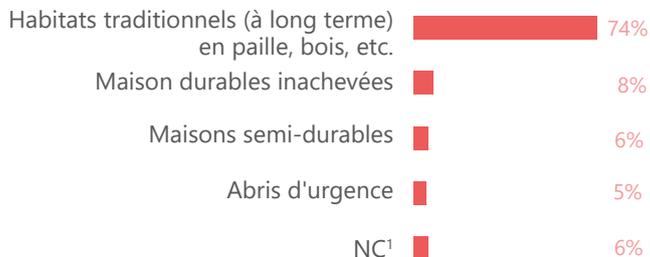
⁴ Un peu plus de la moitié : Entre 51% et 75%.

⁵ Une large majorité : Entre 76% et 99%.

Abris

Dans **87%** des localités évaluées, la majorité de la population autochtone / hôte ne disposait pas de support de couchage et de couvertures. Cette proportion montait à **88%** pour les personnes déplacées (PDI et / ou retournées).

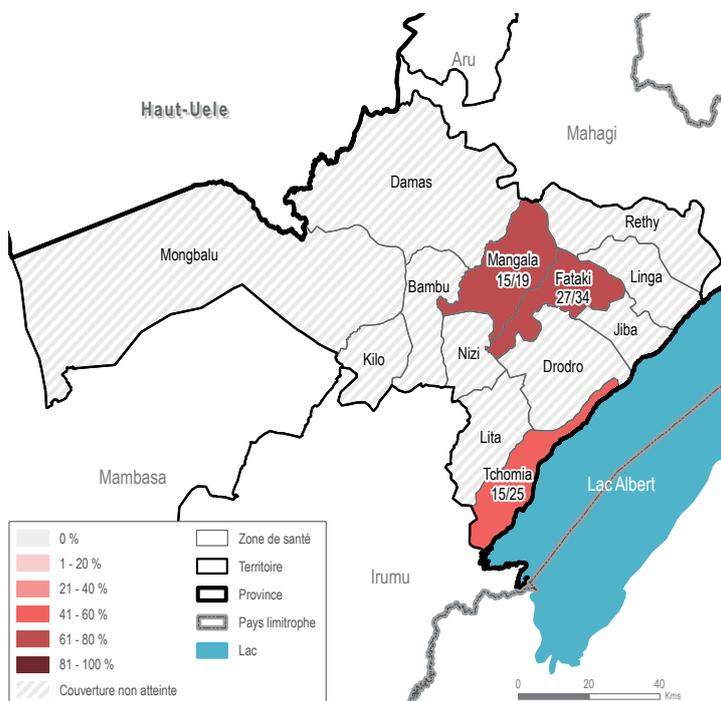
Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone / hôte, en % de localités évaluées :



Principal type de combustible utilisé pour cuisiner et se chauffer par la majorité de la population, en % de localités évaluées :



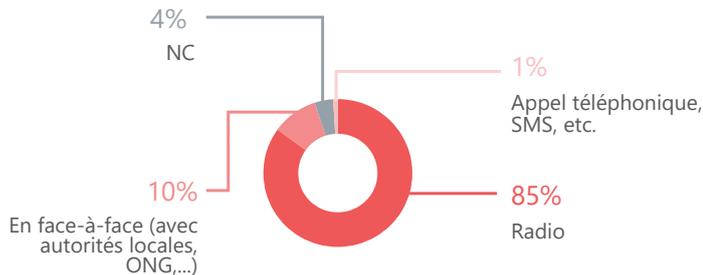
% des localités évaluées n'ayant bénéficié d'aucune forme d'assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données, par ZS :



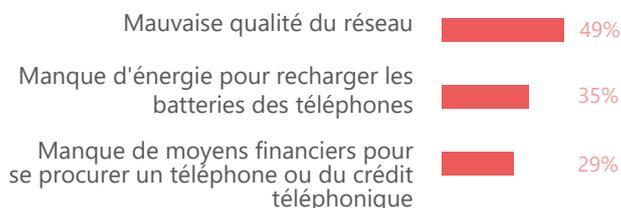
Dans **23%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données. Parmi les localités concernées, l'aide n'a pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires (**67%**) et était jugée insuffisante en quantité (**50%**), en qualité (**6%**) ou les deux (**11%**) par les IC.

Redevabilité et communication

Moyen idéal pour recevoir des informations selon les IC, en % de localités évaluées :



Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)



Dans **28%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas la possibilité d'écouter la radio.



Dans **63%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique était disponible et continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance, en % de localités évaluées² :

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	45%	6%	4%
Rétablissement de la sécurité dans la localité ou celles des PDI	10%	0%	0%
Eau	9%	14%	2%
Accès à des moyens financiers (cash)	5%	10%	8%
Soins médicaux	0%	14%	10%
Soutien en matière d'abris	3%	8%	6%
Articles Ménagers Essentiels ou d'hygiène (casserolles, bidons, habits, etc.)	0%	8%	10%
NC ¹	24%	38%	52%

¹ Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

² Les IC indiquaient successivement les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoins prioritaires en termes d'intervention humanitaire selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois.

Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.



Revue/résumé des résultats clés et des données secondaires entre juillet et décembre 2023

Déplacements

En septembre, le [rapport mensuel de déplacements de Mercy Corps](#) faisait état de mouvements dans la ZS de Tchomia. De plus, en octobre 2023, d'après le [rapport de situation No.15 de OCHA](#) de nouvelles personnes déplacées s'ajoutaient à une précédente vague de plus de 12 000 personnes retournées, totalisant plus de 45 000 personnes ayant besoin d'assistance humanitaire urgente dans le territoire de Mangala. Cette fiche d'information montre qu'en novembre 2023, la présence de PDI étaient encore rapportée dans la quasi-totalité des localités évaluées des 3 territoires ciblés (95%), principalement causé par des conflits armés dans les localités d'origine. Un nombre important de retour a aussi été relevé, la présence de personnes retournées étant rapportée dans 92% des localités évaluées, et ces populations étaient majoritaire dans 22% des localités. Toutefois, une [alerte de OCHA](#) avait décrit en novembre une amélioration des conditions, notant plusieurs mouvements de retour dans la ZS de Fataki.

Sécurité alimentaire

En septembre 2023, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) avait identifié, dans son [évaluation de l'évolution mensuelle du coût du panier alimentaire \(CDF\)](#), une augmentation de 23% du coût moyen du panier dans le territoire de Djugu par rapport à septembre 2022. Comme présenté dans cette fiche d'information, 40% des localités évaluées décrivaient des produits coûteux comme la principale difficulté rencontrée par la majorité des personnes pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche. De plus, selon l'aperçu de la situation humanitaire, l'insécurité alimentaire affectait 1,3 million de personnes principalement dans le territoire de Djugu, et 10% de la population se trouvait en phase [d'urgence \(IPC4\)](#). En décembre 2023, il a été également rapporté dans l'évaluation menée par REACH que dans 68% des localités la faim était importante et que les options étaient limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture, et dans 9% des localités évaluées la faim était à son plus haut niveau, selon les IC enquêtés, causant de nombreux décès.

EHA

Les déplacements dans le territoire de Djugu ont posé d'importants défis en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Dans 23% des localités évaluées, la principale source d'eau était l'eau de surface. Ce problème avait été mis en évidence par le journal local [Radio Okapi](#), soulignant que la situation dans le territoire de Djugu était précaire, avec des personnes dépourvues d'eau potable et d'installations hygiéniques, notamment dans le site de déplacés de Kpawi.

Abris

En septembre 2023, OCHA avait émis une [alerte](#) concernant environ 1 673 ménages dans la ZS de Tchomia. Ces déplacés avaient fui des attaques de groupes armés, qui avaient provoqué l'incendie d'habitations dans plusieurs villages. Dans la zone d'accueil, ces déplacés vivaient dans une situation de vulnérabilité avérée, caractérisée par le manque d'articles ménagers essentiels, de vivres et de services EHA. En novembre 2023, au moins un incident, marqué par un pillage, un incendie ou la destruction d'au moins une habitation, a été rapporté dans 85% des localités évaluées des 3 ZS concernées par l'évaluation.

Protection

En novembre 2023, selon le [rapport de situation No.16 d'OCHA](#), les acteurs de la protection exprimaient leur préoccupation face à la recrudescence des incidents violents touchant les populations déplacées et retournées. Dans le territoire de Djugu, le [cluster protection](#) signalait 697 violations et abus des droits humains, représentant 30% des cas rapportés dans la province de l'Ituri, avec le plus grand nombre de violations pour le mois comparé aux restes des territoires dans la province de l'Ituri. En novembre 2023, dans les ZS de Fataki, Mangala et Tchomia, les informateurs clés ont rapporté dans respectivement 53%, 42% et 48% des localités évaluées que le principal risque auquel les femmes de 18 ans et plus étaient exposées était le harcèlement et les violences sexuelles. De plus, comme le rapportait OCHA dans le rapport de situation, les contraintes sécuritaires continuaient à limiter l'accès humanitaire dans plusieurs zones du territoire.

Education

Comme pour tous les autres secteurs, l'éducation a également été impactée par les conflits armés dans le territoire de Djugu. En novembre 2023, les informateurs clés rapportaient dans 29% des localités évaluées que l'école n'était pas accessible, étant soit physiquement inaccessible ou fermée pour des raisons d'insécurité. Ces informations étaient également confirmées en octobre par le journal [Radio Okapi](#), qui décrivait que plus de 1 800 élèves de différentes écoles des localités affectées par les conflits armés dans le territoire éprouvaient des énormes difficultés pour étudier suite au manque d'infrastructures.

Santé

En juillet 2023, [le journal RFI](#) décrivait une situation précaire des structures de santé en raison du climat d'insécurité dans le territoire de Djugu. En novembre 2023, 22% des localités évaluées ne pouvaient pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche à moins d'une heure de marche à pied.

Profils des IC enquêtés.es

La profession des IC est : (4 réponses les plus souvent citées)



192 IC



Le statut de déplacement des IC est :



Méthodologie

Le projet de Suivi de la situation humanitaire mis en oeuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de références](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats

présentés dans ce document pour chaque indicateur portent sur la période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

- Cartes : données rapportées par ZS ;
- Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

À l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 10% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses.

Publications HSM

Sud Kivu, Novembre 2023
Nord Kivu, Novembre 2023
Sud Kivu, Octobre 2023
Nord Kivu, Octobre 2023
Tanganyika, Septembre 2023
Tanganyika, Avril 2023
Sud Kivu, Avril 2023
Nord Kivu, Avril 2023
Tanganyika, Mars 2023
Tanganyika, Février 2023
Ituri, Février 2023
Nord Kivu, Février 2023
Tanganyika, Janvier 2023
Sud Kivu, Janvier 2023

[Fiche d'information](#)
[Fiche d'information](#)

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).